

Journées d'études du GERM des 16-18 décembre 1976 sur "mouvement
ouvrier, mouvement des idées et mouvement
national au Maghreb dans les années 30"

QUELQUES REMARQUES

SUR L'APPROCHE DES MOUVEMENTS NATIONAUX MAGHREBINS

A propos de l'Algérie des années
1930

Texte provisoire

Non susceptible de citation

Jean-Claude VATIN

Centre de Recherches et d'Etudes sur
les sociétés méditerranéennes
AIX-EN-PROVENCE
octobre 1976

L'ALGERIE COMME EXEMPLE

En Algérie, les événements des années trente sont l'effet de perturbations extérieures et annoncent des changements internes. En reprenant l'ensemble social dans sa continuité, la progression d'une de ses composantes transparait, qui nous amène au moment de l'observation. Or là, si l'on en juge par les commentaires savants, règne le fractionnement, non la synchronie. En présence de nationalismes correspondant aux divers groupements qui s'en font les intermédiaires, on s'interroge pour savoir si le contenu pouvait permettre à une collectivité de se reconnaître comme une "force sociale", selon la formule de Marx (52).

Le sens d'une continuité socio-politique

Si l'idée de nation fut diffusée par la France, il semble normal que ce soient ceux à même d'appréhender le vocabulaire du colonisateur qui s'en soient saisi et l'aient retournée contre la puissance tutélaire, en réunissant sous leur bannière la majorité de leur coréligionnaires. En effet, alors que les vieilles féodalités ou seigneuries avaient disparu avec la poussée coloniale, d'autres avaient effectivement pris leur essor, par le biais soit de l'intégration dans la hiérarchie administrative proposée par le colonisateur, pour sélectionner relais et intermédiaires (caïds, agas, bachagas) soit de tentatives d'intégration culturelle (francisation) ou économique (bourgeoisie d'affaires, bourgeoisie foncière, professions libérales, par exemple). Mais ce milieu "adapté", s'il véhiculait par certains aspects, une idéologie nationalitaire, ne pouvait, par définition, fournir des hommes au nationalisme "révolutionnaire", celui de la perturbation, du rejet de la France. La petite bourgeoisie des villes de l'intérieur et le paysannat ne lui fournirent pas les troupes de la contestation, ne rejoignirent pas ses rangs. Et pourtant tout désignait une couche sociale comme devant assumer un leadership.

Vers 1890 étaient apparus les premiers éléments avancés d'un groupe social, produit indirect de la politique scolaire du Second Empire et des écoles franco-musulmanes. Une fraction de la bourgeoisie urbaine avait su s'insérer dans le système capitaliste colonial, ne serait-ce qu'en vivant à ses marges et ne tirant que des profits et avantages moindres, en se faisant accepter comme intermédiaire plus que comme interlocutrice. Elle avait placé ses enfants dans les écoles nouvelles. De cette tentative d'épouser les modes et formes du colonisateur, d'utiliser une filière de promotion dont les intéressés ignoraient la fonction principale, celle d'éviter la remise en

cause du rapport colonial, devaient naître et de nouvelles manières de penser et de voir et un nouveau genre de revendication. Dans le fond, et le rapport de la commission sénatoriale d'enquête de 18 membres présidée par Jules Ferry (1891), le montre bien, la première génération de ceux que l'on nomma les francisants, les assimilationnistes, les "élus" (politiques pour les différencier des candidats officiels, administratifs) et qui tinrent le devant de la scène jusqu'à l'échec du projet Blum-Viollette, n'est repérable qu'aux alentours de 1890. Et c'est d'elle qu'allait partir la demande égalitariste, transitant à travers ces élites moyennes, médiateurs culturels et instruments inconscients (?) de la domination coloniale, et des personnalités qui parlèrent en leur nom, du docteur Morsly de Constantine (octobre 1891), des jeunes algériens, de l'émir Khaled (1920-1924), du docteur Bendjelloul, de Ferhat Abbas, parmi d'autres. Les travaux de Charles-Robert Ageron, et d'André Nouschi, plus récemment de Fanny Colonna, en insistant sur les influences de l'enseignement dans la recomposition sociale algérienne, en suggérant diverses pistes de recherches (qui a fréquenté l'école franco-arabe, les lycées franco-musulmans, les médersas, les écoles coraniques, pour quels motifs et avec quels effets ?) tendent à démontrer que ces années 1890 marquèrent bien un changement dans la reconstruction nationale, en ouvrant une nouvelle voie au nationalisme, jusqu'à ce que 1937 puis 1945 en démontrent la vanité, et imposent une reconversion en même temps que de nouvelles élites politiques.

Dès avant 1914, que ce soit en effet par son action économique, son implantation politique, administrative, juridique, par son armée, sa justice, sa police, l'Etat colonial avait imposé un moule. Il avait essayé de niveler la société qu'il dominait. Ce faisant, il lui conférait un minimum d'unité, unité réalisée contre lui. Bien entendu, il faut nuancer aussitôt. Car l'Etat français avait favorisé en même temps les écarts et différences. En facilitant la stabilisation d'une grande propriété indigène et en généralisant l'appropriation privative des terres en général (des colons mais aussi d'Algériens). En constituant ^{par} les les premiers éléments d'une "élite" sensible au modèle européen et prête, à travers lui, à envisager une amélioration de son statut social, voire de son rôle économique et politique, sans tenir compte du sort réservé à la masse des Algériens ni prêts ni capables de suivre une telle voie. Mais dans l'ensemble, c'est bien en s'opposant au colonisateur que s'est élaborée une prise de conscience nationale, unitaire (53).

Après 1919, une majorité rurale dégradée et appauvrie et une minorité urbaine en mutation s'ignorèrent plus qu'elles ne s'affrontèrent. La première trouva en elle-même les forces nécessaires pour ~~ignorer~~ plutôt que récuser l'essentiel des valeurs de la "civilisation"

française. La seconde hésita encore devant le chantage à l'assimilation présentée comme la clé de la modernité. C'est pourtant de la seconde que vint la contestation indirecte du statut de domination et du pouvoir colonial, par la suite. Et au lendemain de la première guerre, un lent retournement s'opéra déjà dont le processus n'apparaît clair qu'avec le recul.

L'entre-deux guerres représentait bien l'ère des possibilités : de la remise en cause des interrogations fondamentales, de la naissance d'une nouvelle conscience unitaire. Sous l'effet d'évènements mondiaux, de crises économiques, de l'altération des mécanismes de domination, la société se désarticulait un peu plus. Les derniers secteurs de repli, touchés à leur tour "libérèrent" de nouvelles populations de toute attache, rendant un début de mobilisation et d'encadrement possible par des groupements politiques de type moderne. De plus, la production coloniale se modifiant, une proportion grandissante de main-d'oeuvre "indigène" se trouva intégrée en tant que force de travail au système mondial. La concentration de la propriété pour permettre le développement de cultures riches d'exportation rendit nécessaire l'emploi d'une main-d'oeuvre importante et bon marché. Le développement du capitalisme industriel en France eut pour corollaire l'importation d'une main-d'oeuvre algérienne grandissante. Les Algériens se trouvèrent ainsi réintroduits par le biais du circuit économique dans le jeu politique. Indispensables dans la production, ils tendirent à devenir plus facilement mobilisables par les courants nationalistes. La transformation de la société colonisée était dès lors portée par l'exploitation ^{coloniale} ~~agressive~~ elle-même.

D'un schéma grossier, se préoccupant peu de l'enquête chronologique détaillée, il ressort cependant que la disposition des couches sociales les unes par rapport aux autres, d'une part, et par rapport au développement de la formation nationale, d'autre part, fut l'inverse de celle des pays capitalistes. La bourgeoisie de fonction ou d'affaires en Algérie ne pouvait en effet jouer le rôle nationaliste-révolutionnaire qu'on lui attribue à un certain stade historique du développement capitaliste. Elle restait trop liée ou plus simplement associée au pouvoir politique et économique étranger. Quant au prolétariat il se trouvait pour partie hors des frontières puisqu'il recherchait de plus en plus des emplois en France.

D'où une série de décalages, brouillant les niveaux de relations et d'échanges, dont les effets se retrouvent au plan des capacités intégrationnistes. Ce qui explique en partie que la formation nationale algérienne apparaisse comme un champ de forces sociales tantôt alliées, tantôt opposées, situé à la frontière du système capitaliste, mais agissant ou réagissant en fonction de lui, comme un complexe relationnel instable parce que fragilisé.

Et dont le bilan dressé n'est que provisoire, faute d'une étude dynamique des rapports sociaux depuis le début de la colonisation, complétée par quelques sondages antérieurs. Etude qui tiendrait compte de la constitution des partis réformistes bourgeois, de mouvements ouvriers à vocation nationale et/ou révolutionnaire, ainsi que des clientèles et positions politiques des uns et des autres. Peut-être permettrait-elle de saisir le rôle déterminant, d'une couche qui sut au moment où se fêtait le centenaire de la colonisation s'approcher du pouvoir colonial et que, rétrospectivement, beaucoup nomment "élites politiques".

Les effets d'une diffraction analytique

Les années trente représentent en Algérie le champ d'une pratique sociale précise, impliquant une liaison entre des positions et actions politiques d'une part, et un système social, des rapports de force (entre colonisateurs et colonisés, entre classes, entre groupes au sein des communautés) d'autre part. Il en découle que les théories, programmes, faits et gestes imputés au nationalisme soient estimés en fonction d'une situation économique, et de structures sociales particulières. Telle semble être, ainsi formulée, la position de principe de tout chercheur, qui ne peut qu'entraîner l'adhésion. Elle a notamment le mérite d'évacuer deux ensembles d'approches en état conflictuel. Celles tout d'abord, fondées sur l'étude des idéologies nationalistes, et plus préoccupées de la nation en projection que des chances objectives de sa réalisation. Celles aussi qui, à l'opposé, ne s'intéresseraient qu'aux seules classes sociales comme déterminantes - en première comme en dernière instance - des expressions nationalistes ; Et qui expliqueraient tout par un rapport à la production, sans tenir compte de ce que Maxime Rodinson appelle "l'efficace" (54) des formations ethnico-nationales, récusant toute autonomie aux formes de reproduction des différents groupes d'appartenance.

La logique, ou une certaine déontologie de la recherche, voudrait qu'après avoir énoncé de tels propos, - qui ne tendent nullement à réduire toutes les études antérieures à deux catégories, les unes défendant le "principe national" et les autres favorables au "principe de classe", selon les termes d'Henri Lefebvre⁽⁵⁵⁾ - on en vienne à reproduire l'essentiel des analyses répondant le mieux aux normes définies plus haut. Or, à part quelques brillantes exceptions (56), le nationalisme des alentours de 1930 n'a guère fait l'objet d'études en profondeur, disons infrastructurelles. La période reste à défricher, pour une bonne part. Et nous ne possédons que quelques essais timides, contributions à des revues ou congrès, ou travaux universitaires (57). Pourtant la littérature concernant l'Algérie des vingt années qui joignent les deux guerres mondiales ne manque pas. Simplement, le nationalisme n'y est abordé,

pour l'essentiel, que par le biais des mouvements politiques.

Ces moyens institutionnalisés de l'expression ont focalisé les attentions et retenu les intérêts. De plus, ils livrent une masse de documents, laissent des témoins, écrits ou vivants, facilitant l'enquête, aidant à la reconstitution (58). Il s'avère donc possible de les choisir comme objectif premier, et de décrypter un processus de globalisation, à travers l'observation de courants séparés. Et, si l'on veut dresser un bilan de cette nationalisation du politique algérien - rétablir les méandres d'une "idéologie communautaire engendrée par une société conflictuelle qui se pense elle-même" pour appliquer au nationalisme la définition que Marx donne du politique - il faut en passer par les partis, associations et rassemblements qui s'illustrèrent alors. Au risque non seulement de ne pas voir des couches sociales mal rassemblées dans un combat anti-colonial d'un nouveau genre, mais d'oublier des individus, des mentalités, des imaginaires personnalisés. S'attacher aux forces organisées, c'est ne retenir que les intercesseurs, au détriment des acteurs privés dont on connaît encore bien mal les conditions d'existence et les formes de pensée, les ressources et les opinions.

De plus, en se préoccupant des groupes constitués, nous tombons sur des classifications tantôt binaires, tantôt ternaires, modes de rangement commodes mais tendant à prédéterminer l'analyse en fonction des qualificatifs attribués. L'ouvrage d'André Nouschi, les cours de Claude Collot, à la Faculté de droit d'Alger, la thèse de P. Rossignol, l'étude qu'à leur suite nous avons rédigée (59) presque tous les auteurs sacrifient peu ou prou aux formes trilitaires (60). Ici, légalistes, réformistes et extrémistes s'affrontent; là, séparatistes, égalitaristes (avec une sous-division entre égalitaristes par imitation et par différenciation) s'opposent. Ailleurs, il est question de nationalismes diffus, implicites et explicites, plus loin de traditionalistes, modernistes et révolutionnaires, ou de conservateurs, de modérés et de radicaux, sans compter les probabilistes, possibilistes et volontaristes, ou les légalistes, réformateurs et perturbateurs. Les schémas rendant compte du contenu et de l'évolution de l'idéologie nationale algérienne éclatée en fragments porteurs-en vecteurs, nomment pour mieux séparer, indiquant plusieurs sources, plusieurs voies, plusieurs moyens. Patriotes nationalitaires et nationalistes tendent la main aux assimilationnistes, "associatifs" et séparatistes. Arrêtons là (61).

L'idée n'est pas nouvelle et l'appellation n'a pas qu'une essence ludique ; elle sert à la présentation. Mieux, elle rend compte d'un vécu et de projets différenciables. Dans la France redevenant répu-

blicaine dans les années 1880-1890, le patriotisme intransigeant de quelques uns tendait à renouer avec 1793. Pour un Gambetta la patrie n'était-elle pas à nouveau en danger après la défaite devant la Prusse ? Une telle "religion" de la préservation et de la revanche à préparer, d'une province à reprendre, s'opposait sans doute à un nationalisme expansionniste cherchant de profitables compensations au delà des mers (colonies). Et l'on retrouve ces deux courants au sein même du radicalisme avant qu'il ne retourne dans l'opposition. N'y aurait-il pas d'ailleurs, à côté, une tendance individualistes révolutionnaire, nous ramenant ainsi à la lancinante trilogie ? Et, toutes proportions gardées, le "messalisme" né nous permet-il pas de retrouver celle-ci en son sein, bien au delà de 1954 ?

Cet éclatement par tiers ne serait-il pas encore le réflexe conditionné de chercheurs préoccupés de rompre avec les études de l'époque coloniale ? Des auteurs ont pratiqué assez volontiers l'amalgame, à la suite d'extrémistes tels Octave Depont dans la ligne d'un André Servier (62), voire d'auteurs préoccupés de l'agitation, "de l'inquiétude", du "malaise" nord-africain, tel L. Mohendis (63). D'autres, dont la finesse d'observation a été pourtant à maintes occasions démontrée, tels Joseph Desparmet ou R. Montagne (64), n'ont pratiqué la nuance que pour mieux montrer qu'au fond il s'agissait d'une seule et même tendance revendicative, minoritaire au sein de la société indigène. La montée des ~~nationalismes~~ nationalismes représentait une nuance (65) diversifiée sans doute, mais que le colonisateur ne pouvait concevoir que comme appartenant à une collectivité rendue à sa globalité négative une fois examinée. Par réaction, il est possible que l'on ait cherché par la suite à restituer le foisonnement et à reprendre les courants spécifiques de l'expression nationalistes un à un. Il n'est pas certain qu'en agissant ainsi nous n'ayons pas entretenu la vision d'une société algérienne politiquement écartelée et incapable de se déterminer. Privilégier les nationalismes, c'était déjà un peu oublier la collectivité ; différencier les expressions, a conduit à laisser de côté les complémentarités, les correspondances, les liaisons. Gemellités concurrentielles, couples antithétiques ou trinités inaccordables n'interdisent pas, la sociologie politique ne cesse de le démontrer, les imbrications entre instances, les perméabilités, les dynamiques nées des concurrences les renforcements mutuels. De même, une force potentiellement destructrice doit-elle être envisagée pour un profit contraire, comme pouvant produire un effet inverse de celui attendu.

Dans l'Algérie des années 1925-35, les nationalismes pourraient être répertoriés au sein de quatre catégories (et pas uniquement dans le but de rompre avec le tripartisme) : un nationalisme d'acquisition, celui des droits à demander, d'un statut de type français à obtenir d'une égalité à se faire accorder, tendant plutôt à la conciliation et à la légalité, serait le

fait de la bourgeoisie dite "moderne", reproductrice des valeurs françaises dans la société algérienne. Un nationalisme de recouvrement ou de réhabilitation celui d'une culture à revivifier, d'une religion à régénérer, d'une personnalité à se faire reconnaître, tendant plus au compromis, serait l'apanage de la bourgeoisie musulmane réformatrice, initiateur des valeurs spécifiques. Un nationalisme de transformation de la société algérienne, initiateur d'un Etat nouveau, d'institutions indépendantes, plus soucieux de se poser en s'opposant, exprimant un refus, serait véhiculé par des représentants des classes moyennes et du prolétariat. Un nationalisme de mobilisation, prônant alternativement une lutte des classes, une libération coloniale et une fusion des ethnies dans un même cadre national, tenterait chaque fois que le rapport de force le permettrait, par des tractations, de révéler un peuple à lui-même. Il chercherait appui sur des couches sociales assez identiques au précédent.

Mais ce tableau qui ne fait que s'ajouter aux autres et ne les remplace pas, et que n'encombre pas les subtilités, n'a d'effet qu'à partir du moment où l'opération de démontage étant effectuée, l'on tente sitôt après de procéder aux rapprochements. Car il faut retrouver à travers les mots d'ordre opposés (les uns demandent des libertés, les autres la liberté ; la majorité reste "silencieuse"), les formes organisationnelles dissemblables - parce que trop inégalement reliée au marché colonial, ayant des rapports au système de colonisation trop variés - un minimum de cohérence "sociétale".

Nationalisme et nationalismes (66)

A l'observateur de 1944, qui n'aurait pas revu l'Algérie depuis 1920, la lecture du journal Egalité, du Manifeste du peuple algérien, laisserait croire à une véritable révolution : les légalistes, ces produits des écoles françaises, demandant la "démocratie algérienne" ! L'assimilation, revendication maximale de l'avant-guerre, pensait le lecteur, avait vécu. Il n'était plus question de l'égalité au sens où le titre du journal le faisait entendre, mais d'indépendance, et revendiquée par ceux qui la demandaient le moins. Or, en vingt ans c'est moins d'un renversement des perspectives qu'il est question que d'une sorte de ralliement aux thèses des extrémistes d'autrefois, que d'un changement de la stratégie nationaliste, en fonction des rapports franco-algériens et de la situation mondiale. Mutations qui se situent autour des années 1930, en ce sens qu'entre la crise économique et la fin du Front populaire, les divers courants revendiquant une modification du système colonial épuiseront à peu près toutes les possibilités de dialogue, toutes les formes de recours aux instances françaises, gouvernement, parlement, opinion. En même temps, les associations et structures informelles adoptaient des cadres plus rigoureux, et :

réussissait^{en} à recruter dans chacune des régions d'Algérie - avec une prédominance pour le Constantinois il est vrai - se donnant les justifications nécessaires pour parler au nom du peuple algérien dans son ensemble. Enfin s'opérait un premier rassemblement des forces "nationalitaires" modérées, auxquelles se joignait le PCA, dans un congrès musulman, base logistique d'une revendication unitaire. Même si les tenants de la "voie irrespectueuse" (voulant arracher à la France une indépendance et non demander des réformes) faisaient bande à part ou venaient perturber les réunions du congrès en y clamant des slogans séparatistes, un courant unitaire se dessinait.

Qu'^{est-ce} avaient accompli les mouvements algériens en moins de vingt années (1919-1937) ? L'héritage Jeune algérien pour partie assumé par la Fédération des élus permettait de révéler la contradiction majeure du système colonial : l'impossibilité dans laquelle il se trouvait d'accorder ce qu'il promettait, légalisation des statuts entre Algériens (indigènes) et Français (d'Algérie et de "métropole"), La fraction bourgeoise, citadine, électoraliste, montrait un bon vouloir et ne produisait que des demandes^{qui seront} jugées bien ternes après 1962. La Défense, l'Entente, les écrits de Ferhat Abbas, les discours du Dr Benjelloun plus encore, les réunions tenues dans les principales villes, peuvent paraître tièdes ; d'autant que le but visé à court terme ne conduisait qu'à l'incorporation, apparente, des seuls "évolués", et "bons indigènes" au modèle français. Les écarts entre demandes formulées et réponses effectives furent tels et les résultats si décevants (toute cette énergie pour obtenir une promotion de quelques dizaines de milliers de personnes) que les élus devinrent, après coup, les "victimes principales" du piège colonial, du miroir aux alouettes de l'universalisme, des grands principes de la France éternelle. Aliénés par la culture du colonisateur, ils^{l'}auraient pas su où était le vrai combat. De plus, comment accorder un brevet de nationalisme à des hommes dont le porte-parole^{avait} publié que l'Algérie n'existait pas et déclara^{it} s'assimiler à la France ?.

Il n'est pas exclu qu'en se plaçant sur le terrain choisi par le pouvoir colonial, qu'en réclamant la fin progressive des différences, l'accès aux fonctions de représentation, qu'en demandant la francisation, l'uniformisation des droits, l'obtention des libertés, les élus n'aient pas démontré au fur et à mesure qu^{es} les espérances ne se concrétisaient pas, la vanité d'un projet, prouvé qu'une voie était sans issue.

Ce qui, par contre, souffre moins d'ambiguïté, c'est l'effet sur la mobilisation, la prise de conscience, sur la mentalité col-

lective d'un groupe situé pourtant socialement au dessus de la communauté et prétendant parler et agir en son nom. Effet limité, car la langue était celle du colonisateur, le discours usait de références étrangères et ne touchaient guère l'un et l'autre les campagnes algériennes. Parti trop souple, agencé en fédérations autonomes, composé d'intellectuels et de cadres, parti d'élites en somme ? Oui, si l'on évoque les élus des institutions départementales et centrales (djemaa, conseils municipaux), des thèmes aidant à la politisation, à la saisie des différences, à la modification d'un imaginaire. Mais indiquant des modes d'action, aussi piégés fussent-ils, qui rompaient avec les formes classiques et aidaient à l'extériorisation.

Cette façon d'attendre de l'Etat colonial qu'il assumât les tâches qu'il s'était imposé se retrouvait dans le courant représenté par les Oulémas, réunis en "Association" en 1931. La forme était différente, dans la mesure où le projet se situait dans le cadre d'un ressourcement culturel et d'un redressement religieux. De plus, la langue, véhiculaire du propos, n'était pas la même. Enfin les revendications furent d'une autre espèce que celles émises par les élus : enseignement libre de l'arabe, contrôle des mosquées (donc séparation de l'Etat français et du culte musulman), exercice de la justice musulmane. On pourrait dire que, à l'image des élus, les réformistes cherchaient à occuper une "région", se faire reconnaître un monopole, dans un domaine strict, celui de la culture arabo-musulmane. Et poursuivre la comparaison en indiquant que, par ce biais, ils favorisèrent la prise de conscience nationale, ravivèrent le sentiment d'appartenance à une communauté inassimilable à l'univers proposé par le colonisateur et conçu à son image. Le Manifeste des réformistes algériens de 1936, les écrits des principaux Chioukh, et de Ben Badis le tout premier, tendaient à réintégrer les Algériens dans le corps mystique de l'umma. Culture, religion, passé, race, langue, patrie algérienne, militaient pour l'irréductibilité de la "nation algérienne musulmane" à la nation française chrétienne (67).

La tentative d'Abdel-Kader de rentabiliser l'Islam dans un cadre territorial étroit avait été déjà fort explicite et son échec n'avait pas empêché un renforcement des croyances devenues secteur de repli. A près d'un siècle d'intervalle, le courant réformiste ouléma reprenait le thème sur des bases nouvelles. Et, l'Islam étant devenu symbole et ferment de la nationalité retrouvée n'allait pas tarder à constituer un domaine intouchable. Au point que les mouvements politiques laïcisants durent en tenir compte dans la rédaction de leurs programmes et la recherche de soutiens (militants et électoral). Instrument du nationalisme, la religion devenait inséparable de la nation avant même que celle-ci ne se changeât en Etat (légitimée par la lutte anti-coloniale qui avait aidé à son officialisation, elle se fit par la suite reconnaître dans l'Algérie libérée un "statut idéologique" fondé sur sa "dimension historique"). Et, de ce

point de vue, les réformistes furent peut être plus des récupérateurs que des initiateurs, en ceci qu'ils surent exploiter ce besoin de renouveau demeuré à l'état latent, diffus, plutôt qu'ils ne revivifièrent vraiment dogme et rite. Mais, en partie par leur intermédiaire, une personnalité collective échappa aux zones-refuges, parvint à s'extérioriser et se reconnut dans un projet national construit sur une série d'assonances, où la musulmanité, l'islamité, l'arabité visaient à la création d'une algérianité d'un type nouveau.

La religion devenait à la fois valeur sûre léguée par l'histoire, lien privilégié avec la tradition, accélérateur du nationalisme arabo-musulman au sein du nationalisme algérien, ferment du patrimoine commun et symbole de la renaissance nationale (68). Non sans brider à son tour - à travers le traditionalisme musulman par exemple - la transformation de l'Algérie indépendante. Mais l'idéologie algérienne n'a pas reçu la marque du seul élément religieux. Un second apport lui est venu d'un courant situé à l'autre extrême du mouvement ouléma, puisque laïque ou laïcisant à ses origines.

La filiation directe entre les slogans de la minorité d'obéissance internationaliste, activement anticoloniale, qui constitue la toute "première" Etoile Nord Africaine, et la doctrine politique du Parti du peuple algérien des années 1937-1939 ne paraît pas évidente, si l'on se livre à une analyse comparée des programmes poussée jusqu'au détail. Luttés de classes ici, unanimité nationale là, prolétariat dans un cas, peuple dans le second: tout paraît peu conciliable. Cependant, au fur et à mesure où le "messalisme" s'est renforcé et réorienté, les thèses et principes paraissent moins séparés. On retrouve bien dans le PPA (puis le Mouvement pour le Triomphe des Libertés Démocratiques) le vocabulaire socialisant et marxisant, l'anti-impérialisme auquel devait s'opposer "l'Algérie tout entière" et cette vision unitaire de la société algérienne qui en constituait le corollaire (69). On constate même une progression particulière de 1927 à 1936.

Après le coup d'éclat de Bruxelles où Messali Hadj lança le maître-mot d'indépendance, aucun texte ne fut rédigé pour énoncer les conditions et moyens d'y atteindre. Les documents laissent un peu l'impression d'un assemblage de slogans, mobilisateur certes mais non coordonnés entre eux, et en tout cas impropres à dessiner une stratégie de la libération. Comme si l'incroyable puissance du mot faisait sentir l'écart séparant le dit du réalisé. Il n'est pas étonnant, dans ce contexte, que les projets - que conditionnaient des faits réels et "têtus" - aient paru en retrait. Et ceux qui se référaient aux origines internationalistes du mouvement pour en attendre un ensemble de propositions révolutionnaires durent marquer quelque désappointement devant l'échelle des revendications, dont les termes principaux étaient : un parlement algérien,

permettant une Algérie libre, avec un appareil d'Etat nouveau ; mais plus conforme en fait à l'Etat-providence de la société capitaliste qu'à tout autre type (70). L'implantation du PPA sur le sol algérien après le Congrès musulman et son échec accentua encore l'affadissement relatif des thèmes. Le parti, cherchant à recruter dans le petit commerce, l'artisanat, à s'implanter dans les campagnes et à se présenter comme le rassembleur de toute une nation - contre une autre - tenait compte des opinions et croyances de son nouvel électorat.

Deux traits frappent dans ces mouvements politiques. Le premier, c'est que s'il y a des projets nationaux plus ou moins concurrents, dont un fort clair, celui de l'ENA-PPA, il n'y a nulle part, sauf peut-être dans le cas du PCA, de projets de société. Nous sommes en présence d'idées nationales, non d'une idée de la nation articulée sur des politiques et des buts, et jetant nulle base du système social à venir. Des images projetées, des constructions de l'esprit furent l'oeuvre d'intellectuels ou d'hommes non directement intégrés à la vie de la majorité. Ils envisagèrent des avenir différents - pour les élus, une communauté algérienne placée sur le même pied d'égalité que l'euro péenne, pour les Oulémas deux groupes ethniques rassemblés sous une même autorité mais jouissant d'une grande autonomie culturelle, pour l'ENA-PPA, une société libérée de la puissance française. Mais ils ne pensaient pas à une Algérie d'après, faite de production, d'échanges, d'hommes réels.

Tout étant déterminé en fonction du colonisateur, tout étant contenu dans la position de chacun des mouvements par rapport à lui, il va de soi que la préoccupation majeure ait été de prévoir une action centrée sur les rapports avec la France. Ces nationalismes, parce qu'anti-coloniaux, voulaient rendre aux Algériens un honneur, un statut, une religion, une culture - les placer en position de force, les redresser en quelque sorte - non les envisager déjà dans les développements ultérieurs. Or, les actions entreprises et les moyens dont les partis pouvaient disposer, eu égard à l'appareil de haute surveillance du colonisateur, l'état compétitif où ils se trouvaient, ne leur permettaient pas de toucher l'ensemble des populations, et surtout la paysannerie dont Lénine disait qu'elle était la "couche de la population la plus nombreuse et la plus difficile à mettre en train" (71). Des journaux à publication irrégulière, des associations répondant aux normes de la loi de 1901, des élus bridés par leur situation même au coeur d'un système, des militants (PPA, PCA) plus souvent condamnés au silence qu'autorisés à s'exprimer, des structures floues, ou constamment menacées, un appareil électoral faible, des meetings pouvaient rassembler et accélérer un processus

d'intégration, non forger une nation, en lui donnant pour aliments des vues claires d'un avenir, dont le préalable (la libération) n'était déjà pas une évidence pour tous.

Le second point tient aux mythifications opérées par des mouvements pas toujours accordés sur l'essentiel. "Nous avons tout pour faire un peuple..." déclarait Messali Hadj, faisant écho à la fameuse formule de Ben Badis d'avril 1936, donnant sa définition de la nation. Or, à partir de 1937 le terme peuple revêt avec insistance dans le discours des dirigeants du PPA. De même, les Oulémas et le président de l'Association tout particulièrement, insistent sur celui de nation. Mais dans l'un et l'autre cas il s'agit d'entités non divisibles, présentées comme culturellement homogènes ici et politiquement unifiées là. "Ni lutte de race, ni lutte de classe..." lit-on dans El Ouma (72), sous entendu un seul peuple... seul le peuple... qui à force d'être évoqué hors de son contenu social finit par ne plus être qu'une figure abstraite, un vocable fétiche, une référence incantatoire. En empruntant de leur côté, aux mythes de la nation arabe, de la religion musulmane pour faire sentir aux Algériens leur spécificité, les Oulémas ont abouti à ce paradoxe de ne pas donner de contenu concret proprement algérien au terme de nation (73). Ni les uns ni les autres n'ont construit un schéma d'Algérie - peuple ou nation - relié à une pratique, ramené à des individus, une économie, des groupes. Et aujourd'hui l'on peut s'interroger s'il existe un concret auquel ces deux mêmes termes pourraient renvoyer. L'Algérie indépendante cherche encore à faire la synthèse entre son appartenance islamique et son obtention socialiste. Comme si les mots restaient marqués par leurs connotations de la fin de l'époque coloniale, et demeuraient des mythes. Comme si un Algérien ne pouvait se définir comme tel que par rapport à des forces ou systèmes de pensée qui lui soient extérieurs, c'est-à-dire, situés hors des frontières de son pays - ou ~~qui~~ caractérisant d'autres communautés que la sienne propre.

(1) Nous renvoyons à l'ouvrage de Karl DEUTSCH - Nationalism and social communication. An inquiry into the foundation of nationality, ainsi qu'à l'esquisse d'application au cas français, de la théorie quantitative formulée par K. DEUTSCH, sous la plume de MICHELAT, THOMAS (J.-P.) - Dimensions du nationalisme. Cahiers de la Fondation Nationale des Sciences Politiques. Paris, Armand Colin, 1963. Voir aussi EISENSTADT (S.N.), ROKKAN (S.) - Building states and Nations. Models and data resources. Beverley Hills/London, Sage Publications, 1973.

(2) Nous voyons immédiatement en quoi pareil modèle rappelle les efforts des écoles fonctionnalistes, cherchant dans chaque société ses ferments de cohésion et ses sources d'éclatement, expliquant les équilibres et tensions, estimant les chances objectives pour que tels conflits, telles crises, soient réglées par ~~quels~~ intercesseurs, ~~quels~~ canaux. Les optimistes mettent l'accent sur les facteurs d'une cohésion sociale, produit d'une volonté ou d'un intérêt général plutôt mythique. Les pessimistes envisagent, eux, la menace permanente des tensions, dysfonctions, contradictions diversement liguées pour faire éclater la collectivité, ici nationale.

(3) Corollaire méthodologique des propositions de Lénine, lorsqu'il écrit: "lorsqu'on analyse une question sociale, la théorie marxiste exige expressément qu'on la situe dans un cadre historique déterminé ; puis s'il s'agit d'un seul pays (par exemple le programme national pour un pays donné) qu'il soit tenu compte des particularités concrètes qui distinguent ce pays des autres dans les limites d'une seule et même époque historique" in Questions de la politique nationale et de l'internationalisme prolétarien, p. 59).

(4) Cf. Commission internationale d'histoire des mouvements nationaux et des structures sociales : Mouvements nationaux d'indépendance et classes populaires aux XIX^e et XX^e siècles en Occident et en Orient. 2 vol., Paris, A. Colin, 1971.

Sur les différents aspects, notamment culturels, de la prise de conscience nationale, on se reportera à des études récentes d'auteurs maghrébins, notamment DJAIT (H.) - La personnalité et le devenir arabo-islamique.-Paris, Le Seuil, 1974 (pp. 46-50, 59 sq) ; LAROUÏ (A.) - L'idéologie arabe contemporaine.-Paris, Maspéro, 1973 (pp. 51-64) ; LAHBABI (M.A.) - Du clos à l'ouvert. Vingt propos sur les cultures nationales et la civilisation humaine. Casablanca, Dar el Kitab, 1961.; ainsi qu'au débat sur la "personnalité algérienne" que Philippe LUCAS résume bien dans sa thèse ^(pp. 41-62, 207-230, 313-318, 324-332) ; voir aussi les minutes du colloque de Tunis sur Identité culturelle et conscience nationale en Tunisie. Tunis, CERES, 1976.

(5) D'où les analyses différentes de celles se référant à une construction nationale déterminée par la seule présence du colonisateur, préférant poser le problème en termes de renaissance nationale. Cf. ABDEL-MALEK (A.) - Idéologie et renaissance nationale : l'Egypte moderne. Paris, Anthropos, 1969.

(6) VATIN (J.C.) - l'Algérie politique. Histoire et société.- Paris, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, 1976. pp. 76-81.

(7) On se reportera au numéro de la Pensée d'octobre 1971, intitulé "Sur la catégorie de formation économique et sociale" et plus particulièrement à la contribution de R. GALLISSOT - "Contre le fétichisme" (pp. 59-66).

(8) Cf. pour la Tunisie d'avant la première guerre mondiale, la thèse de Carmel SAMMUT : l'Impérialisme capitaliste français en Tunisie et le nationalisme tunisien (1881-1914). Doctorat de 3ème cycle, Université de Paris VIII. D'une façon plus générale, voir l'article d'Emmanuel TERRAY : "L'idée de nation et les transformations du capitalisme". Les Temps modernes, août-sept. 1973.

(9) Ce qui met en jeu ce que G. BALANDIER nomme la situation coloniale, "totalité" ou "système" (assez proches du "phénomène social total" de M. MAUSS) à partir desquels se comprennent les interrelations entre sociétés coloniale et colonisée, comme les liaisons internes à la société autochtone. Cf. BALANDIER (G.) - Sociologie actuelle de l'Afrique noire. - Paris, P.U.F., 1963. pp. 34-36.

(10) La tentative d'Abdel-Kader (d'abord appréciée dans le cadre du schéma interrelationnel entre sous-formations), prend un nouvel aspect, envisagée comme désir d'imposer aux structures anciennes une structure plus vaste impliquant nouvelle cohésion, nouvelle solidarité, nouvelle appartenance, donc modifiant la reproduction sociale et politique.

(11) "Ainsi des idéologues de "la repossession de soi", du "quant à soi" géographique, de la spécificité de la culture et, d'un mot, de la nation en tant que seul élément déterminant, de Jacques BERQUE à Anouar ABDEL-MALEK, en passant par Maxime RODINSON, c'est la même révision du marxisme léninisme pour la redécouverte avide de la valeur atemporelle de la nation". NAIR (A.S.), et SCALABRINO (C.) - "La question nationale dans la théorie marxiste révolutionnaire". Partisans, mai-août 1971 : p. 39. On lira dans le numéro suivant la réponse de M. RODINSON.

(12) Cf. CARRE DE MALBERG : "L'Etat et la nation ne sont que les deux faces d'un même droit, la nation en tant que personne s'appelle l'Etat". Formule dont les dirigeants de chacun des Etats maghrébins (et surtout l'Algérie) peuvent contester les conséquences juridiques et institutionnelles (représentation donc élections d'un certain type, séparation des pouvoirs, d'une forme déterminée, libertés publiques conçues sur un modèle propre), mais qu'ils ne récuseraient pas. Parce que la nation d'hier légitime l'Etat d'aujourd'hui. Parce que le processus du passage étant présenté comme universel, le passage à l'Etat symbolise la réintroduction dans l'histoire, et renvoie par ailleurs aux mutations catalytiques, notamment à celle de 1789, devenue légende. Voir EHRlich (S.) - "L'Etat et la nation". L'homme et la société, 24-25, avr. sept. 1972.

Ce ne sont pas les concepts d'Etat et de nation qui font ici l'objet de surnoisises mises en cause mais bien leur obscurcissement par les mythes, étatiques et nationaux, qui en conditionnent le contenu, donc l'usage. C'est là un renversement de la perspective hégélienne, présentant à la fois l'Etat comme la Raison et comme l'aboutissement de la progression historique et de l'organisation des peuples (cf. Les principes de la philosophie du droit) que l'on invite pour partie ; de même qu'à la mise de côté, toute provisoire, de la conception wébérienne tendant à légitimer le surpouvoir de l'Etat, les institutions, l'ordre étatique, car elle fait d'eux le centre des observations rétroactives. Peut-on suggérer aussi l'assourdissement d'interprétations se réclamant d'un marxisme simplifié pour considérer l'Etat comme un passage obligé ? Afin de ne plus aboutir à ce que Lucien NIZARD nomme "la sacralisation des organes étatiques" (A propos de l'Etat, d'une mythologie à l'autre", La Pensée, juin 1974, pp. 38-53) par toute une fraction de la recherche contemporaine. Pour quitter les procès de légitimité et de souveraineté, les rapports entre institutions centrales et locales, individus et Etat, et ne plus considérer les sociétés qu'en tant que porteuses ou non d'une vocation para-étatique, d'un destin politique, que productrices d'une collectivité unifiée indépendante. Tentation qu'une anthropologie politique pourtant critique, n'évite pas toujours lorsqu'elle évoque les sociétés comme "autres", c'est-à-dire comme non étatiques,

para ou pré-étatiques, donc en référence avec l'Etat.

(13) Cf. les recommandations nombreuses de J. BERQUE, et celles d'A. LAROUÏ dans L'histoire du Maghreb. Un essai de synthèse. Paris, Maspéro, 1970, qui reçoivent de nombreux échos d'outre-méditerranée.

(14) On se réfère ici aux recherches de Tayeb CHENNTOUF par exemple, poursuivies dans le cadre de l'Institut du Droit, des sciences politiques et administratives de l'Université d'Alger.

(15) Signalons l'apport, dans un registre très différent, les réflexions de ~~Edward~~ A. FALLERS in The social anthropology of the nation-state. Chicago, Adline Publishing Co., 1974, à propos des nations-Etats de l'Afrique de l'Est et de la Turquie "moderne".

(16) Ce qui évitera de parler de pré-nationalisme, de proto-nationalisme ou de pré-nation, mots inutiles parce que sans contenu, parce que trop lourds des contenus attribués au moment de l'étude, alors qu'à l'époque à laquelle il est fait référence, ni le nationalisme ni la nation dont celui-ci est censément le porteur ne sont connus.

(17) GOLLWITZER (H.) - L'impérialisme de 1880 à 1918. - Paris, Flammarion, 1970. p. 159.

(18) -Cf. BENCHENEB (S.) - "Quelques historiens arabes modernes de l'Algérie". Centenaire de la société historique algérienne, 1856-1956. pp. 475-499.

Cf. en comparaison le texte de DESPARMET (J.) - "Naissance d'une histoire nationale de l'Algérie". L'Afrique française, 1933, pp. 387-392.

(19) Ce qui fera écrire à Charles André JULIEN : "Il serait urgent que certains intellectuels algériens prennent à coeur de s'initier à la méthode historique au lieu de s'adonner à des reconstitutions paradoxales du passé, qui n'ont d'autre valeur que de propagande. S'ils se soumettaient à cette discipline, ils auraient tôt fait de se rendre compte de la vanité de poursuivre... le mirage d'une nation algérienne". (L'Afrique du Nord en marche. Nationalismes musulmans et souveraineté française. Paris, Julliard, 1^o ed., 1952), citation extraite de la 3^{ème} ed., p. 254.

(20) LACHERAF (M.) - L'Algérie, nation et société. - Paris, Maspéro, 1965. L'auteur ne suggère en rien que l'Algérie est une nation immanente et indestructible, même après que "l'extermination" par la France ait été "conjurée". (p. 25).

(21) Citons les essais de SAHLI (M.C.) - Abdel-Kader, chevalier de la foi. Alger, EN Nahda, 1953 ; Message de Yougourtha, Alger, Impr. Générale, 1947 ; Décoloniser l'histoire. Introduction à l'histoire du Maghreb. Paris, Maspéro, 1964 ; DJENDER (M.) - Introduction à l'histoire de l'Algérie. Alger, SNED, 1968. EL MILI (M.) - L'Algérie au miroir de l'histoire. Constantine, Makhabat, al-Bach 1965 (en arabe), et les articles, entre autres, de EL MILI (M.) - "La révolution algérienne entre l'histoire et la réalité". Révolution africaine (n° 301-302) (traduction d'une étude parue dans El Moudjahid en langue arabe) ; KADDACHE (M.) - "Histoire, héritage mal repensé et intégré". Le Monde, 24-25 janv. 1971 ; BOUKERCHA (M.) - "Réécrire l'histoire, la volonté et les moyens". El Djeich, nov. 1972 : pp. 6-8.

(22) BERQUE (J.) - Les Arabes. - Paris, Despine, 1959. p.101.

(23) Ainsi de nombreux Français se penchent-ils avec émotion sur les images et récits d'un passé colonial présenté sous ses plus beaux aspects. Ainsi la guerre d'Algérie, qui n'a donné lieu qu'à une assez pauvre production romanesque (mis à part le splendide Tombeau pour 500 000 soldats de Pierre GUYOTAT et le Ne pleure pas la guerre est bonne de Guy CROUSSY), ne renvoie qu'à une imagerie et à des stéréotypes. Et ceci n'est ni le fait d'un public "pied-noir" ni de lecteurs issus des divers "contingents" ayant porté les armes françaises sur sol algérien, mais de toute une société se cherchant une bonne conscience. La recherche elle-même ne produit guère, préférant laisser aux étrangers (une thèse américaine, une thèse allemande) la responsabilité.

(24) LOWY (M.) - "Rosa Luxemburg et la question nationale". Partisans (n° 59-60), mai-août 1971, pp. 62-68. Cf. la deuxième partie de l'article intitulée "Bilan des erreurs théoriques de Rosa Luxemburg sur la question nationale" (p. 65), souligné par nous.

(25) Plutôt qu'à une longue liste de travaux, peut-on renvoyer à la présentation et aux extraits, que G. HAUPT, M. LOWY et C. WEILL ont rassemblé sous le titre : Les marxistes et la question nationale, 1848-1914. - Paris, Maspéro, 1974.

Dans un autre domaine citons une thèse américaine sur : Soviet theoretical approach to colonial nationalism (Columbia University, 1970).

(26) La bibliographie sur le sujet ne cesse de s'enrichir. Nous renvoyons à une recension relativement ancienne, et en tout cas datée de DEUTSCH (Karl, W.), MERRITT (R.L.) - Nationalism and national development. An interdisciplinary bibliography. Cambridge, The M.I.T. press, 1970.

(27) Cf. le numéro de la Nouvelle critique de janvier 1960 consacré à la culture algérienne et où figure cette formule de M. DIB tant de fois reproduite.

(28) - Nous omettons à dessein le débat sur "qui a droit à la parole ?", "qui peut parler à bon droit des nationalismes maghrébins ?". Pour ne pas évoquer les interdits et les excommunications réciproques, bien mal fondés mais non sans effets, l'historiographie ne gagne rien à ces compétitions ^{caté}janoviennes.

La position d'A. LAROUÏ nous semble la plus claire. L'historien marocain reconnaît qu'il y a débat à propos des origines du nationalisme - notamment pour la période précoloniale - et que dans ce débat sont engagés très directement des représentants des pays concernés. Aux autres, étrangers, suggèrent-ils non de s'en mêler directement, mais 1) d'en rendre compte et 2) d'en expliquer les mobiles et étapes.

(29) Cf. La Revue historique, oct. déc. 1968.

(30) Cf. G. AYACHE (op.cit., p. 395) : "Sans un sentiment national effectif agissant, ils n'auraient pas comme ils le firent bloqué l'envahisseur en ses points de débarquement pour l'en chasser ensuite, au cours d'une lutte de quatre siècles. Quatre siècles de défense nationale contre les mêmes envahisseurs voilà de quoi faire l'unité morale d'un peuple et la perpétuer, même en l'absence des facteurs plus modernes qui ont joué dans la formation des nations".

(31) S'il est certain que de telles réactions bien que localisées furent indicatrices d'un processus de transformation des mentalités collectives, il n'est pas sûr qu'on puisse aller au delà, au point d'attribuer à ce sentiment de défense du pays contre la présence étrangère la seule responsabilité d'une mobilisation ultérieure. Et, en ce domaine, la perte de l'Andalousie, l'implantation des Français en Algérie, puis la défaite à Isly devant ces mêmes Français en 1844, ont sans doute été les éléments d'une autre envergure que l'existence de comptoirs et places-fortes sur la frange côtière méditerranéenne. 1830 paraît d'ailleurs bien être le choc majeur ressenti dans tout le Maghreb.

(32) On se reportera à la thèse que vient de soutenir en juin 1976 Abdallah LAROUÏ sur Les origines sociales et culturelles du nationalisme marocain entre 1830 et 1912, par le biais d'une analyse philologique dominante.

Sur la montée du nationalisme "moderne", cf. HALSTEAD (J.P.) : Rebirth of a nation : the origins and rise of Moroccan nationalism, 1912-1944. Cambridge, Mass., Harvard University Press, 1967; accessoirement R. LE TOURNEAU : Le nationalisme marocain, Alger, Faculté des Lettres, 1955.

Cf. aussi les interventions au colloque de Paris sur le mouvement rifain (Abd el Krim et la République du Rif. Paris, Maspéro, 1976), colloque qui avec trente ans d'écart démontre que le nationalisme d'aujourd'hui s'alimente largement de celui d'hier, et qu'au sultan actuel on oppose encore des modèles créés à partir d'un contre-sultan passé, héros nationalisé par excellence, Abdelkrim El Khattabi. Voir aussi la thèse de WOOLMAN (D.S.) - Rebels in the Rif, Abdel Krim and the Rif rebellion. Stanford, California University Press ; London, Oxford University press, 1969.

(33) A. DEMEERSEMAN - "Formation de l'idée de patrie en Tunisie" (1837-1872)", Ibla, 1966. 1er trimestre, et 2e et 3e trimestre. Voir aussi, A. BOUDHIBA, loc. cit. infra

(34) L'observation du vocabulaire, du sens donné aux termes de watan et d'istidial (plus révélatrice, que la mise en oeuvre du concept de nation, cf. A. ABDEL-MALEK, op.cit.), n'empêche pas conflits d'opinions, querelles de définitions, débats d'écoles, le nationalisme lui-même est frappé. Par exemple, là où Madame Bice Slama décèle un éveil du sentiment national, Charles-André JULIEN, son préfacier, ne voit que patriotisme. Voir Bice SLAMA - l'insurrection de 1864 en Tunisie. - Maison tunisienne de l'édition, 1967.

(35) A. ZGHAL : "La construction nationale au Maghreb" in A. ABDEL-MALEK, M. BELAL, HANAÏ - Renaissance du monde arabe (pp. 161-162), voir aussi "Construction nationale et nouvelles classes sociales en Tunisie". Revue de l'Institut de sociologie, 1967 : 2-3.

(36) BOUDHIBA (A.) - "Genèse du concept de nation en Tunisie". Revue de l'Institut de Technologie, 1962, 2-3, citations des pages 442 et 468.

(37) La résistance des années 1881-1883 est un exemple de ce refus de tomber sous la coupe d'étrangers et de rejeter à la fois les positions d'un souverain, d'un gouvernement, résignés un peu vite à subir une restriction de leurs prérogatives. Le départ de plus de 100 000 personnes pour le sud, et l'extrême-sud sous pression militaire française, bien que suivie de nombreux retours symbolisa bien une volonté de s'opposer au conquérant. Et, à l'image des deux autres pays du Maghreb, cette résistance populaire, rurale, mythifiée et embellie, en alimente par la suite une autre, née et développée au sein des bourgs et des cités. Entre temps, l'impérialisme français avait provoqué, en réaction, les prises de conscience. L'asservissement par l'occupant du centre constitué provoquait ce renforcement de l'identité, sans lequel il n'était pas de collectivités politiquement indépendante. Cf. A. MARTEL : "L'échec d'un mouvement de résistance au XIX^e siècle. Portée et limites du soulèvement tunisien (1881-1883)." in Mouvements nationaux d'indépendance et classes populaires aux XIX^e siècles en occident et en orient, op.cit., pp. 253-261. Ainsi que les études de M. CHERIF, B. TLILI, M. SMIDA, E. HERMASSI, L.C. BROWN, de façon plus générale et les thèses de Carmel SAMMUT (L'impérialisme capitaliste français et le nationalisme tunisien, 1881-1914) de Daniel GOLDSTEIN (Mise en valeur coloniale et mise en marche nationale. Les répercussions de la 1ère guerre mondiale en Tunisie).

(38) Les années 1840 en Algérie ont donc marqué la préparation nationale aidé à l'identification. Le nom d'Abdel Kader symbolise assez bien cette phrase nouvelle au sein d'un processus progressif. La Régence avait autonomisé la partie centrale du Maghreb, en favorisant la coupure avec le Maroc (prière dite au nom d'un autre Sultan, autre Makhzen), en faisant du Constantinois une marche militaire contre la Tunisie (guerres jusqu'à la fin du XVIII^e siècle), en créant une force de gravitation économique (principalement fiscale mais aussi productive, terres du beylik, azel) axée sur Alger. Abdel-Kader a tenté de bénéficier de ce regroupement administratif et territorial pour y faire prendre un sentiment collectif, proprement algérien. Rien n'indique cependant que les relectures effectuées depuis une dizaine d'années ne sont pas des contre-lectures marquées en partie par le besoin de contrebalancer les opinions antérieures. Il y a encore sans doute beaucoup à découvrir dans les archives algériennes, syriennes, françaises, etc...

Sur Abdel-Kader, cf. notamment M. EMERIT (L'Algérie à l'époque d'Abd-el-Kader); R. GALLISSOT : "Abd el Kader ou la nationalité algérienne : interprétation de la chute de la Régence d'Alger et des premières résistances à la conquête française (1830-1839)". Revue Historique, 2^e tr. 1965, pp. 339-368, et "La guerre d'Abd El Kader ou la ruine de la nationalité algérienne (1839-1847)". Hespéris-Tamuda, 1964, pp. 119-141. L'ouvrage de A. BENACHENOU : L'Etat algérien en 1830. Ses institutions sous l'Emir Abdelkader. Alger, Impr., E.P.A., s.d. (1969) est une compilation qui apporte à l'histoire de l'idéologie nationale mais peu à l'histoire. De même l'étude de C.H. CHURCHILL (La vie d'Abdel-Kader, trad. M. HABART, Alger, SNED, 1971) en apprend plus sur le mythe véhiculé par l'auteur britannique que sur l'émir.

Mentionnons enfin une thèse américaine non dénuée d'intérêt, soutenue aux Etats-Unis : DANZIGER (A.) - Abd al Qadir and the Algerians : resistance to the French and internal consolidation (1832-1839). Princeton, History, 1974.

(39) Cf. L'ouvrage de Elise MARIENTRAS sur les Mythes fondateurs de la nation américaine. - Paris, Maspéro, 1975.

(40) Cf. SCHAFER (Boyd) - Le nationalisme, mythe et réalité. - Paris, Payot, 1964.

(41) Cf. la formule "Qui donc oserait dire que le Tiers Etat n'a pas en lui tout ce qu'il faut pour former une nation complète" (Qu'est-ce que le Tiers Etat). Souligné par nous.

Mais Siéyès n'est évoqué que pour la première partie de sa démonstration - la mise à l'écart du roi, le rejet de l'aristocratie, Mais le Tiers Etat "monopoleur" de la nation, n'est pas le peuple, tout au contraire.

(42) Précisons, que quoiqu'en puisse suggérer le titre ~~de~~, l'étude de M. SHARABI (Nationalism and evolution in the Arab world. Princeton, Princeton University Press, 1966) ne s'enferme pas dans un pareil cul-de-sac.

(43) L'Etoile nord-africaine devenue Parti du peuple algérien publie en 1938 une "charte économique" où il est bien question de nationalisation, mais non des biens appartenant à des Algériens (El Ouma 27 août 1938), alors qu'en 1933 il était explicitement fait référence à la "confiscation des grandes propriétés accaparées par les féodaux alliés des conquérants..." (point 5 du programme de 1933).

(44) Voir in ABDEL-MALEK (A.) - La dialectique sociale. Paris, ed. du Seuil, 1972. pp. 127-128 et l'ensemble du texte intitulé "Sociologie du développement national et problèmes de conceptualisation" pp. 125-139. On lira aussi avec intérêt : "Esquisse d'une typologie des formations nationales dans les trois continents" pp. 115-124, "Un itinéraire sociologique, le concept de "renaissance nationale" pp. 197-213, et "Problématique de la renaissance nationale-culturelle", pp. 215-244.

(45) Ici encore des nuances. Lénine précisait : "De même que l'humanité ne peut aboutir à l'abolition des classes qu'en passant par la période de transition de la dictature de la classe opprimée, de même elle ne peut aboutir à la fusion inévitable des nations qu'en passant par la période de transition de la libération complète de toutes les nations opprimées, c'est-à-dire de la liberté pour elles de se séparer." V. LENINE : Question de la politique nationale et de l'internationalisme prolétaire, op.cit., p. 135.

(46) Rosa Luxemburg : "Question nationale et autonomie" première traduction en français in Partisans, sept.oct. 1971, p. 7.

D'autres diront que le nationalisme jacobin opprime les minorités "régionales" et qu'en ce sens c'est l'ethnisme qui est libérateur et le nationalisme oppresseur.

(47) Mais... la seule négation du fait colonial... n'est qu'une dimension d'un mouvement plus complexe qu'escamotent les discours sur la décolonisation, dans la mesure où ils utilisent ce concept. Pour difficilement saisissable qu'il soit, le phénomène dit de décolonisation n'est pas seulement un mouvement destructurant, seulement négateur d'une situation coloniale ; il est aussi structurant". (P. LUCAS : Socialisme et décolonisation: le Troisième chemin pour le transformisme algérien (1962-1975) Doctorat ès lettres et sciences humaines, Paris V, 1975, p. 50.

(48) On se trouve souvent en présence de deux positions qui ont le mérite d'être simples donc peuvent être retenues aisément : soit tout a commencé le 1^o novembre 1954 ou à telle autre date, soit tout n'a jamais cessé depuis que le premier soldat français a débarqué à Sidi Ferruch et n'a cessé de se développer peu à peu, selon une ligne droite. Cette double illusion entretient dans l'idée que c'est l'évènement (1er novembre 1954) qui au lieu d'être déclencheur ou épisode devient raison, d'une part. ~~Tout cela confère~~ d'autre part dans l'inéluçabilité des "destins", le nationalisme ne pouvant qu'être ~~le~~ l'accoucheur de la nation.

Même certains ouvrages non suspects d'épouser de telles causes semblent faire écho, de par leurs titres, à cette dernière impression. Cf. par exemple celui de Lorna HAHN (North Africa, nationalism to nation hood. Washington, public affairs press, 1960), et, dans un tout autre domaine GELLNER (E.) et MICAUD (C.) (ed) : Arabs and Berbers. From tribe to nation in North Africa. Lexington Books, Lexington, London, Heath et Co., 1972.

(49) LUCAS (P.), op.cit., p. 92.

(50) id., p. 118.

(51) A propos des nuances entre patriotisme et nationalisme, cf. : a) M. LACHERAF qui oppose patriotisme à la colonisation et en fixe les premières manifestations entre 1830 et 1884 (le nationalisme, lui s'opposant au colonialisme). Voir l'Algérie nation et société, Paris, Maspéro, 1965, pp. 69-70, et le terme de patriotisme de combat, employé notamment p. 89. b) A. ABDEL-MALEK : Idéologie et renaissance nationale. L'Egypte moderne, op.cit. 1969 (Ch. VI, section 2, pp. 211-230) qui, procédant à un repérage des prémices du nationalisme, montre l'importance de la progressive différenciation entre les concepts d'umma, communauté des croyants musulmans et de watan, patrie dans l'Egypte du 19^{ème} siècle.

(52) MARX (K.) - La question juive. Paris, UGE, 1968. p. 45.

(53) Cette population algérienne demanderait une étude détaillée portant sur son taux d'augmentation, sa mobilité géographique et sociale, les écarts économiques entre ses membres. Par exemple des signes de réurbanisation indiquent et un premier exode rural et une modification des échanges villes-campagnes au niveau des marchés économique et politique. L'affaiblissement de la production et l'augmentation des impôts touchent les fellahs au premier chef. Ils expliquent en partie ce début d'émigration ouvrière vers la France, chiffrée par Ch. R. AGERON, et qui révèle par ailleurs une série de malaises susceptibles de favoriser en retour, une prise de conscience nationale au contenu nouveau. Prise de conscience dont l'effort de rescolarisation musulmane noté par Ali MERAD, pourrait bien en Algérie même, représenter une des formes.

(54) "Je ne crois pas plus à l'exclusivité du facteur ethnico-social qu'à celle du facteur de classe ou de strates horizontales", lettre de M. RODINSON à Partisans (sept-oct 1971) in "Courrier des lecteurs, pp. 158-160.

Cf. aussi "Dynamique interne ou dynamique globale : l'exemple des pays musulmans", Cahiers internationaux de sociologie, 42, 1967, pp. 27-47 (Repris in ROBINSON (M.) : Marxisme et monde musulman).

(55) LEFEBVRE (H.) - "Classe et nation depuis le "Manifeste" (1848)." Cahiers Internationaux de sociologie, XXXVIII, 1965.

A propos de cette question, et dans le même sens, Jean LECA note très finement : "De plus, on oublie trop que le nationalisme, agent d'une identification factice (le "fraternisme inhibiteur" que dénonce M. LACHERAF) est gros d'une revendication d'égalité politique, culturelle mais aussi économique, et peut ainsi servir de relais à l'établissement d'une conscience de classe". Etudes, mai 1970, pp. 680-681.

(56) Cf. D'ORIENT (N.), LOEW (M.) - La question algérienne. Paris, Bureau d'édition (ed. sociales Internationales, 1936) ; LACOSTE (Y.), NOUSCHI (A.), PRENANT (A.) - Algérie passé et présent. Le cadre et les étapes de la constitution de l'Algérie actuelle. Paris, ed. sociales, 1960 ; NOUSCHI (A.) - La naissance du nationalisme algérien, 1914-1954. - Paris, ed. de Minuit, 1962.

(57) Par exemple : ISNARD (H.) - "Aux origines du nationalisme algérien". Annales E.S.C., oct.déc. 1949, pp. 463-474 ;

BEN-NAOUM : Classes sociales et mouvement démocratique en Algérie (1830-1954). Mémoire présenté pour le DES de philosophie, Faculté des Lettres d'Alger, 1970 (ronéo) ; PERETTI (J.-M.) - Crise mondiale et mobilisation politique dans l'Algérie des années trente. Mémoire DES de science politique, Faculté de Droit et des Sciences économiques, Alger, 1974.

Les quelques propositions que nous avons publiées dans la Revue algérienne des sciences juridiques, économiques et politiques,⁽⁴⁻¹⁹⁷⁴⁾ ne représentent que de simples hypothèses de travail.

(58) HENRY (J.-R), TALEB-BENDIAB (A.) - "Contribution à la bibliographie du mouvement national algérien". Revue algérienne... 4-1974, pp. 317-384. Cf. aussi la collection de documents rassemblés par Claude COLLOT et Jean-Robert HENRY : Recueil de textes sur les courants nationalistes algériens (statuts, programmes, revendications). Alger, Faculté de Droit et des Sciences économiques, 1970-1973 (ronéo).

(59) NOUSCHI (A.) - La naissance du nationalisme algérien. op.cit. ; COLLOT (C.) - Les institutions de l'Algérie durant la période coloniale, 1830-1962. Cours de la faculté de Droit et des Sciences économiques d'Alger, 2° ed., 1970 (livre II) ; ROSSIGNOL (P.) - : Les partis politiques musulmans en Algérie, de leur origine au 1er novembre 1954. Paris, Faculté de Droit, Thèse de Droit, 1962 (ronéo) ; VATIN (J.C.) - L'Algérie politique, histoire et société, op. cit., pp. 168-239.

(60) S'étonnera-t-on de la reproduction délibérée de cette division tripartite au sein même du présent texte, pour en indiquer le caractère artificiel ?

(61) Précisons que l'enquête en direction des seuls mouvements politiques laisse de côté d'autres canaux de la prise de conscience, de l'encadrement et de l'action, notamment le mouvement syndical. Dans d'autres directions les relations entre communisme syndicalisme et question nationale, se précisent peu à peu à propos de l'Algérie de l'entre-deux guerres. De même que les positions du P.C.F. et du P.C.A. peuvent être évaluées en fonction et des stratégies et des urgences (combats anti-coloniaux ou internationalisme prolétarien).

(62) DEPONT (O.) - L'Algérie du centenaire... Bordeaux, Imprimerie Cadoret, 1928 ; Les Berbères en France... Paris, Publication du Comité de l'Afrique française, 1925. ; SERVIER (A.) - Le nationalisme musulman en Egypte, en Tunisie et en Algérie. Constantine, Boet, 1913.

(63) MOHEN DIDJ (L.) Cf. divers articles in Bulletin du Comité de l'Afrique française en 1934 principalement, pp. 346-350, 518-534, 574-580, 609-614, 683-684, 699-707

(64) DESPARMET (J.) - "Les réactions nationalitaires en Algérie". Bulletin de la société de géographie d'Alger et de l'Afrique du Nord, 1932, pp. 173-183 ; A rapprocher de sa "Contribution à l'histoire contemporaine de l'Algérie (1911-1937)", parue dans L'Afrique française, dans les numéros de septembre à décembre 1937 ; ainsi que de ses contributions au Bulletin du Comité de l'Afrique française (1933, pp. 4-16 et 265-269 ; 1936, pp. 312-317 ; 1938, pp. 265-269) ; MONTAGNE (R.) in "Comment étudier l'évolution politique et sociale de l'Afrique du Nord" (pp. 5-19). La France méditerranéenne et africaine. Bulletin d'Etudes économiques et sociales 1938 ; "La fermentation des partis politiques en Algérie". Politique étrangère, avril 1937.

(65) Ainsi A. SERVIER, dans l'ouvrage précité, montrait-il que panarabisme et panislamisme avant 1914 risquaient de renforcer en fait les nationalismes arabes locaux. Pour lui le mouvement Jeune algérien embryonnaire devenait le poison capable de contaminer la population indigène tout entière (cf. Ch. III).

Voir les remarques d'Ali MERAD in "Islam et nationalisme arabe en Algérie à la veille de la première guerre mondiale". Oriente Moderno, avr.mai 1969 : pp. 213-222.

(66) En référence au titre général donné aux études parues dans la Revue française de science politique, n° de juin 1965 sur "Nationalisme et nationalismes contemporains".

(67) En 1938, BEN BADIS rationalisera le raisonnement, faisant appel aux notions de "nationalité ethnique", fondée sur les caractères socio-culturels de la société algérienne et inaltérable, et de "nationalité politique", composée des institutions ; la charge de celles-ci pouvant être assumées provisoirement par une puissance étrangère, la France en l'occurrence .

(68) Cf. LECA (Jean) - "Le nationalisme algérien depuis l'indépendance", in DUCLOS (Louis-Jean), DUVIGNAUD (Jean), et LECA (Jean) - Les nationalismes maghrébins. Etudes maghrébines-7, Paris, FNSP, CERI, 1966, pp. 61-82.

(69) Par exemple le langage de la Charte d'Alger et la perspectives révolutionnaire qu'elle est censée annoncer ne paraissent plus aussi neufs, lorsque, au lieu de les comparer aux rares textes messalistes traitant des réformes sociales et économiques, on tente de réapprécier l'influence d'une fraction toujours sensible aux critères de l'analyse marxiste, même si la composition sociale de la dite fraction (ouvriers, petite bourgeoisie, intellectuels) a changé au cours du temps. De même, l'approche contraire récusant l'existence de classes antagonistes, peut fort bien être un autre héritage d'un messalisme amené à se reconvertir, à glorifier l'unité nationale toutes classes réunies, à parler de peuple algérien opposé à peuple français. Dans l'Etat indépendant le "populisme", qui teinte largement les déclarations officielles a remplacé peuple français par impérialisme. De même, la nation algérienne s'est-elle affirmée face au colonialisme. Pas de pluralisme, mais une symbiose permanente fondée sur la mythique de l'unité et la glorification du peuple, image rémanente du héros collectif transcendantal nommé "nation".

(70) ~~Mais~~ L'Etat pourrait être vu comme l'instrument d'une intégration sociale ultérieure, appareil d'une réduction des inégalités sociales, moyen d'organisation du développement économique. Mais rien n'indique que cette conception, telle qu'elle ressort des sciences sociales du "développement", ait été celle des dirigeants et militants du PPA. N'y aurait-il pas aussi d'autres conceptions présentant l'Etat comme un mal nécessaire, ou comme la force capable d'imposer les transformations prônées? N'oublions pas non plus qu'un certain jacobinisme marque tout mouvement "révolutionnaire".

(71) LENINE - Questions de la politique nationale et de l'internationalisme prolétarien, op.cit., p. 59.

(72) n° du 10 avril 1937.

(73) Ceci expliquerait pourquoi les Oulémas et leurs successeurs quelquefois déviants, soient longtemps restés les gardiens du nationalisme d'hier et les censeurs vigilants de la morale comme de la culture nationales. L'idéologie officielle actuelle insère ces références nécessaires à ce bienheureux et sans doute nécessaire ferment.